



**DIRECTION GENERALE
DES SERVICES**

DIRECTION DES FINANCES
Département de Gestion Financière DGA 3
Site de Lyon
Votre interlocuteur :
Valérie SEEMANN
Assistent(e) de gestion
Courriel : valerie.seemann@auvergnerhonealpes.fr
Tél : 04 26 73 41 88

Références internes à communiquer systématiquement :
Dossier : 19 005666 01 - 40893
Programme : P011
Bénéficiaire : UNIVERSITE LUMIERE LYON 2
Opération : P0110005
Imputation : 902 23 204182
Centre de Responsabilité GDA : ENS

CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION

VU le code général des collectivités territoriales,
VU le budget de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment le chapitre III du titre Ier.
VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.
VU la délibération n° 16.00.06 du conseil régional du 4 janvier 2016 portant délégations du Conseil Régional à la Commission Permanente
VU la délibération n° 856 du conseil régional du 22 septembre 2016 approuvant le règlement des subventions
VU la délibération n°1303 de la Commission permanente du 17 novembre 2016 approuvant le modèle type de convention attributive de subvention régionale
VU la délibération de la commission permanente du Conseil régional du 29/03/2019, relative au programme suivant : Investissements universitaires,
VU le dossier de demande de financement déposé par le bénéficiaire suivant : UNIVERSITE LUMIERE LYON 2 déclaré complet le 07/05/2015,

ENTRE

La Région Auvergne-Rhône-Alpes, sise 1 esplanade François Mitterrand à Lyon (Rhône), représentée par Monsieur Laurent WAUQUIEZ, Président du Conseil régional,
ci-après désignée « la Région »

Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
Lyon
1 Esplanade François Mitterrand
CS 20033 – 69269 Lyon Cedex 2
Tél. 04 26 73 40 00 Fax. 04 26 73 42 18

Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
Clermont-Ferrand
59 Boulevard Léon Jouhaux - CS 90706
63050 Clermont-Ferrand Cedex 2
Tél. 04 73 31 85 85

UNIVERSITE LUMIERE LYON 2
représenté(e) par Nathalie DOMPNIER
N° SIRET : 19691775100014
ci-après désigné « le bénéficiaire »

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le projet suivant (ou mener à bien le programme d'actions) Restructuration et modernisation du campus Porte des Alpes, construction d'un Learning centre, au financement duquel la Région participe

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques des parties ci-dessus désignées.

ARTICLE 2 : COMMUNICATION ET MENTION DE L'AIDE REGIONALE

Le bénéficiaire de subventions régionales a l'obligation de communiquer sur l'existence du financement régional auprès des destinataires finaux et auprès du grand public. Cette obligation de publicité est indispensable pour faire connaître l'implication en proximité de la Région Auvergne-Rhône-Alpes dans la vie quotidienne des habitants.

L'aide financière régionale doit ainsi être mentionnée selon des modalités précisées dans l'annexe à la présente convention et adaptées à la nature du projet subventionné.

Le bénéficiaire doit justifier du respect de cette obligation, la Région se réservant le droit de le contrôler en cours de projet ou a posteriori. Le non respect de cette obligation pourra suspendre le versement de la subvention.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION REGIONALE

Dans le cadre de investissements universitaires, et sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses obligations contractuelles, la Région a attribué à UNIVERSITE LUMIERE LYON 2 (69),

Une subvention d'investissement d'un montant maximal de **5 000 000,00 €** correspondant à un taux de **12,79 %** appliqué sur une dépense éligible retenue de **39 100 000,00 €**.

La dépense éligible constitue l'ensemble des dépenses liées au projet, retenues par la Région, devant être payées et justifiées par le bénéficiaire. Elles devront être identifiables et contrôlables. Le détail de la dépense éligible retenue est précisé en annexe.

Pour obtenir le versement intégral de la subvention, le bénéficiaire doit justifier du montant total de dépenses éligibles retenues dans la délibération. Si la dépense n'atteint pas ce montant, la subvention versée résultera de l'application du taux voté aux dépenses réellement justifiées. Le montant de la subvention n'est pas révisable à la hausse, même si le total des dépenses réellement justifiées dépasse le coût prévisionnel du projet.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire sur demande écrite, qui ne peut la reverser, en tout ou partie, à un tiers.

Elle sera versée selon les modalités suivantes :

ARTICLE 7 : RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION

- permettre et faciliter à tout moment la vérification sur pièces et sur place, par la Région ou par toute instance de contrôle et d'audit habilitée à cet effet, de l'application de la convention et de la bonne utilisation des fonds versés, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- répondre à toute demande d'information et d'accès aux documents relatifs au suivi budgétaire et financier ainsi qu'à toutes pièces justificatives de l'emploi de la subvention ;
- porter à la connaissance de la Région tout changement dans sa situation juridique, notamment toute modification de ses statuts, dissolution, fusion et plus généralement de toutes modifications importantes de son fonctionnement ;
- informer la Région de toute modification dans le déroulement de l'opération subventionnée ; toute modification, si elle est acceptée par la Région, fera l'objet d'un avenant à la présente convention ;
- en cas de litige, apporter la preuve qu'il a tout mis en œuvre pour que la Région reçoive les pièces justificatives au plus tard à la date limite précisée dans cette convention ;
- signer la convention, le versement de la subvention étant subordonné à cette condition.

- La subvention devra être restituée, en tout ou partie, à la Région en cas de résiliation de la présente convention par la Région prévue à l'article 10.2, et dans les cas suivants :
- les obligations prévues dans la présente convention, et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire, n'ont pas été respectées ;
 - l'utilisation de la subvention octroyée est différente de celle mentionnée à l'article 1 de la présente convention, ou le tiers ayant perçu la subvention régionale n'est pas le bénéficiaire cité dans la présente convention ;
 - toutes les sommes versées par la Région n'ont pas fait l'objet de justificatifs ;
 - l'équipement subventionné ne reste pas la propriété du bénéficiaire pendant la durée de son amortissement. Le cas échéant, la subvention sera restituée au prorata de la durée de l'équipement restant à amortir ;
 - l'usage de l'équipement subventionné n'est pas conforme à celui pour lequel il a été financé par la Région ;
 - l'ensemble des subventions publiques perçues excède les dépenses engagées pour la réalisation de l'opération subventionnée ;
 - la dissolution de l'organisme bénéficiaire qui entraînera le reversement de la subvention au prorata de la réalisation de l'action subventionnée.

objet de la convention, notifié par le bénéficiaire à la Région, ou de changement du porteur de

et
régionale.

La convention pourra également être résiliée à l'initiative du bénéficiaire renonçant à la subvention
Toute modification de la présente convention s'effectuera par avenant délibéré dont la signature devra
être autorisée par le Conseil régional ou la Commission permanente si elle en a reçu délégation.

10.3 Modification de la convention

A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif territorialement
compétent.

10.4 Règlement des litiges

A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif territorialement
compétent.

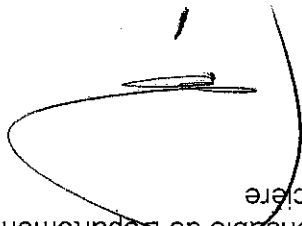
Pour le bénéficiaire
(Nom et signature identifiables)

Pour le Président et par délégation,
La Direction des Finances,

Fait au Conseil régional, le 04 AVR. 2019

Rachid ZARROURI

Responsable de Département de Gestion
Financière



**MODELE ETAT RECAPITULATIF DES DEPENSES (INVESTISSEMENT)
CERTIFIEES PAYEES ET CORRESPONDANT A L'OBJET DE LA SUBVENTION**

Le présent état récapitulatif de dépenses, de la production d'un état récapitulatif de dépenses. Cet état devra être identique à ce modèle ou reprendre les mêmes informations.
Factures à joindre obligatoirement en l'absence de visa d'un expert comptable (pour les personnes morales de droit privé).

Référence du dossier : 19 005666 01			
Objet : Restructuration et modernisation du campus Porte des Alpes, construction d'un Learning centre			
Les montants saisis doivent être conformes à la comptabilité du bénéficiaire de la subvention, en fonction de sa situation fiscale			
<input type="checkbox"/> Organisme Assujéti (montant HT) <input type="checkbox"/> Organismes Non Assujéti (montant TTC) <input type="checkbox"/> Organisme Assujéti partiel (HT/TTC) <input type="checkbox"/> Organisme NA mais activités ouvrant droit au FCTVA (HT)			
Objet détaillé de la facture liée à la réalisation du projet	Nom du prestataire ou fournisseur	Date de paiement (ou mandatement)	Montant comptabilisé et payé
Dépenses directes d'investissement			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Autres dépenses directes affectées à l'opération (hors personnel)			
TOTAL (1)			
Coûts directs de personnel (salaires et charges sociales)			
TOTAL (2)			
TOTAL (3) = (1)+(2)			
Coûts indirects (calculés sur la base de 20% des coûts directs de personnel)			
TOTAL (4) = 20% x TOTAL (2)			
TOTAL GENERAL (5) = (3)+(4)			
Date et signature			
Je soussigné (1) certifie exactes les informations du présent état et conformes à la comptabilité du bénéficiaire.			

(1) Nom et qualité du signataire dûment habilité, conformément aux modalités de versement prévues par l'arrêté attributif ou la convention.

ANNEXE : CALCUL DE LA DEPENSE ELIGIBLE RETENUE

Référence dossier Notes : 19 005666 01

Cette annexe s'applique aux subventions d'investissement et de fonctionnement spécifiques.

Prise en compte de la TVA

Les dépenses prises en compte pour le calcul de la subvention sont les charges comptabilisées soit (cocher la case ci-dessous pour préciser si la dépense éligible retenue est HT ou TTC) :

- Dépenses HT pour les assujettis (récupération de la TVA) ☐
- Dépenses TTC pour les non assujettis (non récupération de la TVA) ☒
- Dépenses HT et TTC pour les assujettis partiels, en fonction de leur situation fiscale ☐

Pour les activités ouvrant droit au FCTVA, les dépenses retenues seront HT.

Cas général : le périmètre de dépenses éligibles retenues est constitué des coûts directs à l'exclusion des coûts directs de personnel.

Montant	
Total opération	= dépenses totales du projet
	39 100 000,00
Préciser dans cette case la nature des dépenses non retenues (à compléter le cas échéant)	
Préciser dans cette case d'autres dépenses non retenues (à compléter le cas échéant)	
Dépense éligible retenue (*)	= Coûts directs à l'exclusion des coûts directs de personnel
	39 100 000,00
Subvention	5 000 000,00

Les coûts directs sont définis comme des coûts intégralement dédiés au projet.

(*) Ce montant correspond au montant de dépense éligible retenue précisé dans l'acte attributif (convention ou arrêté).

Portant sur les obligations d'information et de communication des bénéficiaires de subventions de la Région auprès du public et des bénéficiaires finaux du projet subventionné.

Fiche N° : DESRI – 01

Intitulé : Aides à l'investissement pour projets immobiliers.

Nature des obligations de communication demandées au bénéficiaire de la Subvention		Temporalité
<ul style="list-style-type: none"> Si présence d'un panneau de chantier (autorisation d'urbanisme) : le bénéficiaire devra faire apparaître le bloc marque constitué du logo de la Région et du message suivant : « La Région soutient votre projet ». Le fichier du bloc marque est disponible sur le site web de la Région (rubrique Subventions). <p>Modalités prévues : La conception et la pose du panneau sont à la charge du maître d'ouvrage.</p> <p>En cours de travaux, une bache sera posée en façade extérieure du chantier, afin d'informer le public de l'intervention de la Région.</p> <p>Modalités prévues : la bache est fournie et livrée par la Région, la pose est assurée par le maître d'ouvrage.</p>		Au lancement du projet.
<ul style="list-style-type: none"> Si le bénéficiaire de la subvention dispose d'un site internet : il devra mentionner le soutien régional + logo, si possible en page d'accueil du site (avec logo cliquable vers le site de la Région https://www.auvergnehonealpes.fr). 		Durant la réalisation du projet
<ul style="list-style-type: none"> Pour les investissements immobiliers dont la subvention est supérieure à 50 000 €, à la livraison de l'ouvrage : Une plaque permanente comportant la mention du soutien régional + le logo, sera apposée à l'entrée du bâtiment ou à un lieu visible du public (fichier disponible sur le site internet). <p>Modalités prévues : La plaque est fournie par la Région, et la pose est à la charge du bénéficiaire.</p>		A la livraison du projet
<ul style="list-style-type: none"> Chaque fois que le bénéficiaire de la subvention organise une manifestation (type pose de première pierre, porte ouverte, inauguration, remise d'un équipement, conférence de presse, etc...) : il associera la Région à son organisation (fixation de la date, etc.) en tant que puissance invitante. 		Durant la réalisation du projet
<p>Justificatifs à remettre à la Région :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un exemplaire des supports de communication réalisés, photos datées des supports réalisés type plaque ou panneau, ou d'une copie d'écran pour les supports digitaux. 		Les justificatifs sont à remettre pour le règlement du 1 ^{er} acompte (ou du solde : s'il n'y a pas d'acompte et pour les plaques/panneaux pérennes posés à la livraison de l'équipement).
<p>Important :</p> <p>Le respect des obligations de communication par le bénéficiaire de la subvention conditionnera le versement du soutien régional. Son contrôle se fera à partir des justificatifs remis, la Région effectuera des contrôles sur place, par sondage.</p>		
<p>Modalités :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un Guide est à la disposition des Bénéficiaires sur le site internet pour expliciter la mise en œuvre de ces dispositions (avec notamment la réalisation du bloc marque pour panneau de chantier) : https://www.auvergnehonealpes.fr/146-regles-applicables-en-matiere-de-subvention-et-autres-documents-administratifs.htm Le logo partenaire est téléchargeable ici : https://www.auvergnehonealpes.fr/77-logo.htm 		